

Archives

Jeudi 29 janvier

lundi 2 février 2009

Les éditoriaux de Jacques Cheminade sont publiés tous les quinze jours dans le journal *Nouvelle Solidarité*, sur www.solidariteetprogres.org ainsi que www.cheminade-le-sursaut.org.

Les défilés du jeudi 29 janvier ont manifesté la contradiction fondamentale du gouvernement Sarkozy-Fillon : il prétend vouloir en finir avec le capitalisme financier mondial et en admoneste ses banquiers, tout en pratiquant leur politique et vivant selon leurs moeurs.

Nous étions dans la rue entre 1 (selon la police) et 2,5 millions (selon les syndicats), l'une des plus grandes manifestations de ces dernières années selon tout le monde. Pas seulement contre une politique, mais pour plus d'égalité, de fraternité, de justice, de protection sociale et de services publics. Pour dire qu'il n'y aura pas de sortie de crise tant que nous resterons dans la logique, le vocabulaire et la manière d'être des politiques mises en place depuis le 15 août 1971 et en particulier depuis le *big bang* (dérégulation totale) de la City de Londres, le 27 octobre 1986. Peut-être n'était-ce pas aussi clair pour tous, mais c'est l'injustice du système que ressent l'immense majorité.

Si l'on veut réellement accroître le pouvoir d'achat, arrêter les licenciements cyniques, relancer la production et la consommation, il faut rétablir la priorité de l'équipement de l'homme et de la nature : services et emplois publics, écoles, hôpitaux et laboratoires ; en bref, tracer la piste pour un nouveau décollage. Et mobiliser la politique de soutien qui permette d'agir, en donnant à voir aux citoyens ce que les banques ont fait et continuent de faire. C'est le but de notre exigence d'une commission d'enquête parlementaire –une vraie, assistée d'un procureur et ayant accès aux documents– et d'une réquisition des banques. En vue d'organiser une banqueroute civilisée d'un amoncellement des créances plus que douteuses qui ne pourront jamais être remboursées. Et avec l'horizon d'un Nouveau Bretton Woods , un nouvel ordre international de crédit productif, fondé sur la puissance publique au service des citoyens, et non un système monétariste comme l'actuel, mettant la puissance publique sous la coupe des banques et des banquiers centraux.

Utopiste ? Ceux qui le disent sont ceux qui nous ont conduits dans le mur et se comportent comme des porcs sociaux. Un exemple ? John Tain vient d'être licencié de la direction de Merrill Lynch-Bank of America pour avoir distribué 4 milliards de dollars de primes juste avant d'annoncer 15 milliards de pertes pour le seul 4ème trimestre 2008. Ajoutons que Bank of America a reçu, sous forme d'aides ou de garanties, des dizaines de milliards de dollars de l'Etat américain, qu'elle ne répercute pas sous forme de crédit à l'économie. John Tain est, de surcroît, l'un de ceux qui ont présidé au mariage de la bourse de Paris et de celle de New York, avec l'ancien ambassadeur américain en France, Felix Rohatyn, pour intermédiaire.

Scandales, délits d'initiés, mensonges, investissements avec l'argent des autres, tout le système s'écroule sous nos yeux. La question est : par quoi sera-t-il remplacé ? Si rien n'est fait, l'hyperinflation balayera les dettes et nous aurons un ordre politique totalitaire, un fascisme financier dans une société contrôlée par écrans de manipulation, de jeu et de surveillance.

Si nous nous mobilisons, la crise sera une occasion de sursaut. Nous sommes à la croisée des

chemins. Les manifestants du 29 janvier ont droit à notre engagement.

Jacques Cheminade
